

Sommaire

page 1	Edito:	Injonction de PostFinance à montrer patte blanche
page 2	Projet:	La lutte pour l'accès aux soins reprend en Equateur
page 3	Projet:	Mexique: Une année bien remplie
page 4	Histoire:	Solidarité avec le peuple sahraoui!
page 5	Eclairage:	Crise sanitaire et profits: une occasion en or
page 6	Brèves:	Souvenirs de l'ex-Yougoslavie Claude Calame, membre de la CSSR et auteur!

Edito

Injonction de PostFinance à montrer patte blanche

Nous avons été surpris-es, lors des changements administratifs liés à la nouvelle présidence de la CSSR, de recevoir de la part de PostFinance une lettre et un formulaire intitulé «déclaration concernant les sanctions en vigueur». Le formulaire aurait été signé sans trop se poser de questions si les conditions de signature de cette déclaration n'avaient pas été aussi ahurissantes: nous devons certifier que les activités de la CSSR ne violent pas les sanctions en vigueur, qu'elle n'est pas détenue ni contrôlée par des personnes ou sociétés ou organisations faisant l'objet de sanctions actuellement en vigueur, entre autres. Mais de quelles sanctions s'agit-il? Des sanctions que la Suisse a décidées à l'encontre de certains pays et personnes ; mais il est également fait référence aux sanctions imposées par l'Union européenne et par les Etats-Unis.

La CSSR possède un compte auprès de cette institution depuis de nombreuses années, c'est pourtant la première fois qu'elle doit signer une déclaration sur l'honneur concernant des sanctions. Alors pourquoi recevons-nous ce formulaire maintenant?

En se renseignant auprès d'un conseiller PostFinance, nous avons appris que cette démarche est partie d'un transfert d'une de nos donatrices à la CSSR avec la mention «Iraq». Une erreur de la part de notre donatrice, mais ce simple nom de pays a déclenché toutes les alarmes et nous voilà dans la tourmente des réglementations des marchés financiers!

Nul n'est censé ignorer la loi. Signer la déclaration n'est, en soi, pas le véritable problème. Ce qui est choquant c'est qu'une transaction domestique (d'un compte suisse vers un compte suisse) soit bloquée par la simple mention d'un pays. Ce qui dérange, c'est qu'on nous dit que les paiements de dons en CHF pour l'Iraq (ou avec cette mention) ne peuvent être effectués que par l'ONU, ses agences, mais aussi par les organisations certifiées ZEW – il n'est donc possible de réaliser des transferts d'argent vers des pays «interdits» que si et seulement si on n'est pas une petite association. En outre, nous devons nous conformer à des législations étrangères sous peine de voir nos comptes résiliés. N'est-ce pas au Conseil fédéral et au DFAE de veiller à ce que la réglementation suisse

soit compatible et cohérente avec celle de ses partenaires? Pourquoi d'emblée devons-nous (en tant que modeste association n'ayant pas le «droit» de faire des transferts où bon lui semble) veiller à respecter des législations étrangères?

Cette servilité des institutions bancaires suisses face à l'énorme poids de la place bancaire américaine, en particulier, est franchement écœurante! Changer de banque nous a traversé l'esprit, mais est-ce que ça vaut vraiment la peine? Aujourd'hui, l'OFAC fait la pluie et le beau temps pour la plupart des institutions bancaires du monde, surveille toutes les transactions financières grâce à des mots-clés et, en même temps, PostFinance offre des services qui conviennent à notre association. Nous continuerons cependant à chercher des alternatives à ce système bancaire inégalitaire et absurde!

Luisa Sanchez, présidente

¹ *Office of Foreign Assets Control* – organisme de contrôle financier, dépendant du Département du Trésor des USA. Cet «office de contrôle des actifs étrangers» est chargé de l'application des sanctions internationales américaines dans le domaine financier.

La lutte pour l'accès aux soins reprend en Equateur

La première phase du projet que la CSSR soutient en Amazonie équatorienne s'est achevée en décembre 2020. Après quelques mois d'arrêt involontaire, la seconde phase a pu démarrer le 1^{er} avril 2021.

Par Aude Martenot

Le projet que la CSSR soutient en Equateur depuis 2017 a été mené sans encombre jusqu'à la mi-mars 2020, lorsque la pandémie de coronavirus a conduit l'État à paralyser tout le pays, à fermer

projet peut être tiré. Les activités programmées ont été mises en place, les comités de réparation dans chaque communauté et village se sont renforcés, permettant notamment la réalisation d'un

aux soins. Concrètement, cet éclairage de la situation sanitaire dans les provinces de Sucumbíos et Orellana a permis l'engagement d'un oncologue dans l'hôpital de Lago Agrio (Sucumbíos), une belle victoire!



Séance d'un comité de réparation, septembre 2019 © Clínica Ambiental

Embûches administratives et nouvelle phase du projet

Alors que la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco) avait accepté de soutenir notre projet pour une nouvelle phase de trois ans qui aurait débuté en janvier 2021, de nouvelles directives de la Direction du développement et de la coopération (DDC) au niveau fédéral ont drastiquement réduit le montant de ce soutien. Ainsi, la CSSR a dû déposer une demande de financement complémentaire à la Fédération genevoise de coopération (FGC), dont le traitement prend généralement quatre mois. Ce qui a contraint notre partenaire à reporter le début du nouveau projet, et la CSSR à croiser

les routes interprovinciales, à bloquer certaines activités médicales pour privilégier l'attention à la Covid-19. Notre partenaire est cependant parvenu à maintenir ses principales activités durant l'année 2020: les visites des thérapeutes aux patient·es atteint·es du cancer et les formations pour les comités de réparation, qui ont été données par visioconférence. Seules les campagnes de prévention contre le cancer ainsi que l'étude sur les soins non curatifs ont été suspendues. Ces deux activités seront reportées dans le cadre du nouveau projet et mises en œuvre en 2021.

travail de recensement des cas de cancer et ainsi de démontrer aux autorités l'importance de l'accès



Atelier de formation à la permaculture, novembre 2019 © Clínica Ambiental

Globalement, un bilan très positif de cette première phase du

les doigts pour que la demande soit acceptée.

Depuis le 1^{er} avril, c'est chose faite! Comme dans la phase précédente, le cœur du projet vise à permettre l'accès aux soins pour les populations victimes de l'extraction pétrolière, qui continuent de souffrir de cancers et de problèmes de peau dus à la contamination de l'air et de l'eau. Le premier objectif consiste à améliorer la professionnalisation des thérapeutes pour

consolider l'accompagnement des patient-es, tout en œuvrant en parallèle à l'assainissement des sols afin de relancer les cultures et de limiter les contaminations.

Le second objectif concerne les formations politiques dans les villages et les activités de plaidoyer auprès des gouvernements locaux, provinciaux et national, pour revendiquer des changements concrets auprès des autorités.

Nous sommes ravi-es de savoir ce projet sur les rails et nous réjouissons de vous en donner des nouvelles au cours des prochaines années!

Projet

Mexique: Une année bien remplie

Durant cette première année de projet au Chiapas, la pandémie a ralenti le début de certaines activités, par exemple les travaux de construction visant à améliorer l'habitat dans les communautés. En effet, certaines d'entre elles s'étaient auto-confinées et la saison des pluies a ensuite rendu leur accès impossible.

30 promoteur-trices de santé se sont annoncé-es pour suivre la formation au lieu des 15 prévu-es, un succès! Ils et elles ont pu suivre 10 ateliers de formation. De plus, une nouvelle organisation a rejoint Madre Tierra Mexico et s'intègre donc au processus de formation: une nouvelle encourageante.

Au total, sept campagnes de santé ont été réalisées lors de cette première année, afin de proposer une prise en charge médicale aux habitant-es des municipalités concernées par le projet. C'est également l'occa-

sion pour les promoteur-trices de renforcer leurs connaissances techniques directement sur le terrain, accompagné-es du ou de la médecin qui les supervise.

MTM a eu également la chance que le contexte de santé publique soit favorable durant

cette première année de projet. Ainsi, durant une conférence, le sous-secrétaire à la santé a qualifié les sodas de «poison». Dans les Etats du Tabasco et de Oaxaca, une loi a été passée pour interdire la vente de soda et de «junk food» aux mineur-es.

Alicia Pary



Élaboration de masques de protection lors du premier atelier des promoteur-trices de santé, octobre 2020, © Madre Tierra México

Solidarité avec le peuple sahraoui!

Le Sahara Occidental a été replacé sur le devant de la scène suite aux déclarations de Trump en novembre 2020: il a reconnu la souveraineté du Maroc sur ce territoire, en obtenant en contrepartie le rétablissement des relations diplomatiques du Maroc avec Israël. Dans un premier article, nous avons brièvement retracé la géographie et l'histoire du SO. Dans ce deuxième article, nous évoquons quelques-unes des richesses du SO, celles-là même qui attirent les convoitises du Maroc, mais pas seulement...

Par Viviane Luisier

2^e partie: les richesses du Sahara Occidental (SO)

«Mais pourquoi subsiste-t-il en Afrique un territoire considéré par les Nations Unies comme non autonome, c'est-à-dire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes?... Il s'agit du Sahara occidental, la dernière colonie d'Afrique» (Bruxelles, 21 mai 2020, Algérie Presse service).

La réponse n'est pas qu'historique ou politique, elle est essentiellement économique. En effet, le SO recèle 28% des réserves mondiales de phosphate et ses 1'400 km de côte sont parmi les plus poissonneuses du monde. On y trouve aussi une agriculture généreuse, du cuivre, de l'or, du fer, de l'uranium, du pétrole. Et c'est le sable sahraoui qui fait le bonheur des touristes aux Canaries et aux Baléares! Dans la foulée, Transavia (filiale d'Air France-KLM) amène ses surfeur·euses sur les eaux de rêve du SO occupé.

Le Maroc est le premier partenaire commercial africain de l'Union européenne et maintenant aussi des USA. Or, tout ce commerce se fait avec les ressources extraites du territoire sahraoui occupé: c'est une appropriation illégale! La parade du Maroc, c'est de dire que le développement de la pêche, par exemple, profite aussi aux Sahraoui-es!

Seul le fameux référendum pourrait régler les problèmes, ce réfé-



Le Maroc ne peut pas vendre notre poisson, le poisson de nos eaux et à nous !, 21.07.2020, © Western Sahara Resource Watch

rendum dont l'organisation a été confiée à la MINURSO en... 1991 (Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental). En fait, la MINURSO ne fait que gérer le cessez le feu. Le Conseil de sécurité de l'ONU a d'ailleurs changé l'idée de départ: il veut désormais que les 2 parties se mettent d'accord avant le référendum. La situation est totalement gelée.

Aujourd'hui, l'ONU devrait interdire l'exploitation des ressources situées en territoire sahraoui occupé par le Maroc pour créer les conditions favorables au règlement du conflit. Mais le Maroc ne va jamais accepter: rien que la pêche lui ramène 2.3 milliards de

dollars chaque année! La France soutient la pêche marocaine et vient de faire accepter par l'UE les traités agricoles et de pêche incluant le SO occupé... contre la décision de la Cour européenne de justice! La France a sa part de responsabilité dans l'enlisement de la situation au SO. (<https://wsrw.org>)

Quant à la Suisse, pays où l'argent n'a pas d'odeur, elle participe à ce saccage: Lafarge-Holcim (ciment) et ABB (énergie éolienne) investissent sans vergogne au SO. C'est vrai qu'on n'a pas gagné l'initiative pour des multinationales responsables soumise à votation populaire le 7 mars dernier...

Crise sanitaire et profits: une occasion en or

L'ONG Public Eye a publié ce printemps un rapport¹ éclairant où sont analysées les stratégies mises en œuvre par les géants de l'industrie pharmaceutique pour maximiser leurs profits. Et exploiter la crise sanitaire de la Covid-19 à leur avantage, au détriment de l'intérêt général, alors même que leur recherche et leurs produits ont été largement financés par des fonds publics.

En bonne logique capitaliste, les sociétés pharmaceutiques développent avant tout des traitements qui rapportent, pour des malades qui peuvent les payer. Depuis plusieurs années, elles se concentrent donc prioritairement sur les maladies chroniques, comme le cancer ou le diabète, dont le traitement peut s'étaler sur plusieurs années. Jusqu'à récemment, elles s'intéressaient de moins en moins aux maladies transmissibles et au développe-

ment de vaccins. Mais la pandémie de la Covid-19 a fait émerger un marché lucratif pour les pharma, qui ont flairé de bonnes affaires.

Cette pandémie a montré à quel point le développement de nouveaux médicaments est tributaire du financement des états. En 2020, plus de 93 milliards d'euros de fonds publics ont ainsi été investis dans le développement des vaccins, diagnostics et traitement de la Covid-19. Pourtant, à l'instar des précédentes crises sanitaires, les gouvernements ont choisi de ne soumettre ces subventions à aucune condition d'accès, de prix ou de transparence. En définitive, la population paie deux fois: elle subventionne les firmes pharmaceutiques avec ses impôts puis elle est contrainte de payer les médicaments à des prix excessifs, fixés de manière opaque, contribuant ainsi

aux profits colossaux réalisés.

Comme d'autres multinationales, les sociétés pharmaceutiques s'ingèrent systématiquement dans le processus législatif national. Elles orientent les débats, «offrent» leur «expertise», influencent les accords commerciaux et s'efforcent de canaliser les fonds publics afin qu'ils servent leurs propres intérêts. En Suisse, le lobbying de l'industrie pharmaceutique est omniprésent et peu réglementé. L'influence clandestine des multinationales met en danger les structures démocratiques et sape la confiance envers les autorités politiques et institutions publiques.

Claude Desimoni

¹ « Big Pharma takes it all » - https://www.publiceye.ch/fileadmin/doc/Medikamente/2021_PublicEye_BigPharmaTakesItAll_Report.pdf

Les 10 stratégies de la pharma pour maximiser ses profits



Résumées en un graphique, ces stratégies illustrent clairement la volonté des entreprises de profiter de la crise du coronavirus pour réaliser des profits pharaoniques. Cela avec la complicité active des états néo-libéraux, qui jouent tout à la fois le rôle de financeurs et de clients complaisants. (Graphique: Public Eye 2011)

Souvenirs de l'ex-Yougoslavie

Dans le Courrier du 4 décembre 2020, l'historien Pierre Jeanneret nous parle de la découverte d'un texte retrouvé en 2017 par les fils d'Elio Canevascini (1913-2009), médecin tessinois, engagé dans les missions de la Centrale sanitaire suisse (CSS) en ex-Yougoslavie dès 1944.

Le texte, rédigé en italien et intitulé «Souvenirs d'un temps passé avec l'Armée de libération de la Yougoslavie», retrace l'engagement de Canevascini dans les quatre missions menées par la CSS en ex-Yougoslavie entre 1944 et 1945. Dans le contexte du retrait de l'armée allemande depuis la Grèce, la première mission, composée de cinq médecins dont Canevascini et d'une infirmière, quitte Genève en octobre 1944 chargée de trois tonnes de matériel médical. A l'arrivée, le groupe se séparera et Canevascini sera envoyé dans les montagnes du Monténégro aux côtés de la Dizième brigade révolutionnaire. Il participera à toutes les missions en ex-Yougoslavie, avant de prendre ses distances avec la résistance yougoslave. Ce précieux témoignage peut être consulté sur le site internet de la Fondation Pellegrini et Canevascini.

Claude Calame, membre de la CSSR et auteur!

Notre membre Claude Calame et son collègue Alain Fabart ont coordonné la rédaction d'un livre paru en mai 2020 et intitulé «Migrations forcées, discriminations et exclusions. Les enjeux de politiques néocoloniales». En quelque

230 pages, le mot «migrations» prend toute sa profondeur: droit de migrer, migrations contraintes, accueil des migrant-es, peurs et mensonges autour des migrations. Bref: de quoi méditer pour mieux agir sur ce qui restera sans doute dans l'histoire du XX^{ème} siècle et peut-être du XXI^{ème} comme le chapitre important.



Centrale Sanitaire Suisse Romande
ENGAGÉE POUR LA SANTÉ !

La CSSR a besoin de vous!

Avec un don unique de CHF 50.-, 200.- ou plus, vous contribuez à améliorer les conditions médicales et sanitaires de populations défavorisées et opprimées.

Un don régulier de CHF 30.- par mois, vous assurez la pérennité des actions de la CSSR sur la durée.

CCP 17-66791-8

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél: +41 22 329 59 37
– info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an